Syrie. Les écolos en vert-de-gris pour une intervention : Cohn-Bendit , Placé, Benbassa, Mamère…

10/09/2013 à 18h11

Envolé le traditionnel « pacifisme » des Verts, du Mali à la Syrie, leurs responsables – de Cohn-Bendit à Jean-Vincent Placé – partent la baïonnette au fusil.

«***La non-violence comme mode de résolution des crises internationales représente une valeur constitutive de l'écologie politique***», pouvait-on lire dans le projet 2012 des écologistes. Pourtant le parti écologiste a soutenu le gouvernement lors de l'intervention au Mali et défend, aujourd'hui, une intervention en Syrie. Un tel revirement n'est pas étranger à l'intégration de deux membres d'Europe Ecologie les Verts (EELV) au gouvernement, solidarité gouvernementale oblige.

Ainsi dès le 28 août, dans un communiqué intitulé «le 21 août 2013 change la nature du conflit syrien», le secrétaire national, David Durand et Jean-Vincent Placé déclaraient que «*pour EELV, une intervention, y compris militaire, nonobstant l'utilisation de la Russie et de la Chine de leur droit de véto au Conseil de sécurité de l'ONU, est à ce stade inéluctable*». Les réactions sur le site Internet du parti n'ont pas tardé. Lévy Girard, responsable de la commission paix et désarmement, pondère : «*EELV doit rester sur ses fondamentaux et ne pas sur réagir sans prendre toute la dimension exacte de cet enjeu (guerre ou paix), hier dans les Balkans, en Irak, aujourd'hui en Syrie…* » […]

Les pontes d'EELV suivent la position. Daniel Cohn-Bendit, Noël Mamère et Pascal Durand soutiennent l'intervention en Syrie. Le premier, nouveau chroniqueur de la matinale de

Europe 1, s'est d'ailleurs fait remarqué par une nouvelle envolée le 26 août dernier. Dénonçant l'immobilisme de l'Organisation des Nations Unies, «ce tigre de papier», il a fustigé le droit de veto au Conseil de sécurité. « *Il faut abolir le droit de veto et donc je demande une initiative de l'Europe donc de la France.* »

Ce lundi matin, Esther Benbassa sénatrice EELV et historienne s'est exprimée, elle aussi, en faveur d'une intervention. « *On ne peut pas dire, aujourd'hui, je suis parlementaire, j'y étais, je n'ai rien fait. Je ne suis pas pour que l'on aille faire la guerre, mais je suis pour que l'on donne l'exemple et que les pays démocratiques ne se taisent pas devant l'horreur. Il faut une action limitée dans le temps et dans l'ampleur* », estime-t-elle. « *Une politique sans éthique mène à la ruine des nations.*»

Marianne